



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DU DIALOGUE SOCIAL

Direction régionale
des entreprises
de la concurrence
de la consommation
du travail et de l'emploi
de la région Picardie

EPLEFPA DE LA BAIE DE SOMME
21 rue du Lieutenant Caron
80100 ABBEVILLE

Unité territoriale de la Somme
Section d'inspection
du travail de la Somme
Section n° 6

RECU le

26 NOV. 2014

Affaire suivie par :
Cathy FERTE
Courriel : dd-80.inspection-
agricole@direccte.gouv.fr

Téléphone : 03 22 22 41 35
Télécopie : 03 22 22 41 12

Réf : JD/CF N°
PJ : Annexe

000954

Amiens, le 24 novembre 2014

Objet : Nouveau régime des demandes de dérogation pour les jeunes travailleurs

Recommandée avec A.R. N° 1A 107 376 2583 4

Madame,

Suite à votre demande de dérogation aux travaux réglementés pour les jeunes de moins de 18 ans, reçue complète le 16 avril 2014, je vous informe qu'en raison de l'absence de réponse de nos services, vous avez bénéficié d'une autorisation tacite née le 16 juin 2014 vous permettant d'affecter les jeunes travailleurs visés auxdits travaux dans les conditions prévues par la réglementation.

Cette dérogation vous reste acquise pour les jeunes désignés et pour la durée de leur formation.

Toutefois, je souhaite vous informer que suite à un **changement de réglementation** intervenu le 11 octobre 2013, la procédure d'octroi des dérogations a évolué, passant d'une logique individuelle à une logique collective, par lieu de formation. Celles-ci sont désormais octroyées pour une durée de 3 ans à compter de leurs notifications pour les formations concernées par la demande.

De ce fait, il est nécessaire que toute nouvelle demande respecte les nouvelles modalités prévues. Ainsi, il vous appartiendra **dans un premier temps de présenter une demande de « dérogation d'affectation de jeunes de moins de 18 ans à un lieu de travail pour les travaux dangereux »** ; la dérogation étant dorénavant attachée au lieu d'accueil du jeune et non plus à chaque jeune travailleur. **Dans un second temps, si celle-ci est accordée, vous devrez nous communiquer, chaque année, les éléments relatifs à l'affectation du(des) jeune(s).**

Afin de vous accompagner dans cette démarche, je vous invite à utiliser les **deux nouveaux formulaires de demande**, disponibles sur le site internet « Travailler Mieux » du Ministère du Travail (en tapant par exemple les mots clés suivants dans votre moteur de recherches : « dérogation jeune » ; ou en renseignant l'adresse suivante dans votre navigateur : <http://www.travailler-mieux.gouv.fr/Protection-de-la-sante-des-jeunes.html>), ou auprès de l'établissement de formation. Vous trouverez également sur ce site une liste des travaux réglementés, ainsi que de nombreux éléments relatifs à cette nouvelle réglementation. Je

souhaite vous présenter ci-dessous un résumé de cette nouvelle procédure et les conditions nécessaires afin d'obtenir une dérogation :

Conditions à remplir par l'entreprise avant toute demande de dérogation :

L'octroi de cette dérogation est conditionné, conformément aux articles L. 4153-9 et suivants, et R. 4153-40 et suivants du code du travail :

- à la réalisation préalable de l'évaluation des risques ;
- à la déclinaison d'un plan d'action issu de cette évaluation ;
- au respect de toute la réglementation du code du travail relative à la santé sécurité du travail ;
- à l'encadrement du jeune par une personne compétente.

1^{ère} étape : La demande de dérogation (adressée à l'inspection du travail) :

La demande de dérogation doit préciser, conformément à l'article R. 4153-41 du code du travail :

- le secteur d'activité de l'entreprise ou de l'établissement ;
- les différents lieux de formation connus et les formations professionnelles assurées ;
- les travaux interdits susceptibles de dérogation nécessaires à la formation professionnelle et pour lesquels l'autorisation de déroger est demandée (voir annexe) ;
- la dénomination et l'identification des **équipements de travail** y compris ceux loués ou portatifs nécessaires à la formation professionnelle (marque, numéro de série, année de fabrication et date de mise en service) du jeune ainsi que la **liste des agents chimiques dangereux** susceptibles d'être utilisés ;
ceux-ci devant tous être rattachables au référentiel de la formation suivie par le jeune ;
- la qualité ou la fonction de la ou des personnes compétentes chargées d'encadrer le jeune durant les périodes d'exécution des travaux précités.

2^{nde} étape : L'affectation du jeune (article R. 4153-48 du Code du Travail) :

Dès lors que cette dérogation est accordée, il vous appartient uniquement de communiquer à l'inspecteur du travail, dans un délai de 8 jours à compter de l'affectation du jeune mineur aux travaux dangereux :

- l'identité du jeune ;
- la formation suivie par le jeune, sa durée et les lieux de formation connus ;
- le programme d'information et de formation à la sécurité dispensés (articles L. 4141- 1 à 3 du code du travail) ;
- les noms, prénoms et la qualité ou la fonction de la ou des personnes compétentes chargées d'encadrer le jeune ;
- l'avis d'aptitude médicale à procéder à ces travaux (il convient simplement de renseigner précisément le formulaire qui vaut engagement de votre part ; l'envoi de la fiche médicale n'est plus nécessaire, ce document devant simplement être tenu à votre disposition en cas de contrôle).

Seul le respect de ces deux étapes et des conditions ici rappelées vous autorisera à mettre en œuvre la dérogation sollicitée et à affecter le jeune aux travaux concernés. En cas de modification, ces éléments sont actualisés et communiqués à l'inspecteur du travail par tout moyen conférant date certaine dans un délai de huit jours à compter des changements intervenus.

Les contrôles de l'Inspection du Travail :

Du fait que vous soyez bénéficiaire d'une dérogation aux travaux réglementés pour les jeunes de moins de 18 ans, nos services peuvent être amenés à effectuer une visite sur le lieu de travail de l'apprenti afin de vérifier que les conditions d'octroi de celle-ci (mentionnées plus haut) sont bien respectées. Ainsi, à titre d'exemple, les documents suivants pourront vous être demandés :

- Document unique d'évaluation des risques et son plan d'action ;
- Rapport de vérification périodique des installations électriques (et tout document justifiant la levée des éventuelles non conformités) ;
- Rapports de vérification périodique des équipements de travail soumis à vérification (engins de levage, presses....etc). ;
- Fiches d'aptitude médicale du jeune...etc.

La conformité des équipements de travail pour lesquels la dérogation a été sollicitée pourra également être contrôlée. Je vous rappelle par ailleurs que tout **tracteur agricole doit impérativement être muni à la fois d'une ceinture de sécurité et d'un système de protection contre le retournement**. A défaut, son utilisation par le jeune est interdite et ne pourra faire l'objet d'aucune dérogation.

Nos services se tiennent bien entendu à votre disposition pour répondre à vos éventuelles interrogations.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de mes salutations distinguées.

**L'Inspecteur du Travail
6^{ème} section**



James DEPOORTER

ANNEXE

Les travaux interdits et réglementés

Ce document a été rédigé en lien avec le Service Politique du Travail de la DIRECCTE de Picardie. Il est établi à titre indicatif et ne dispense pas d'une lecture exhaustive de la nouvelle réglementation.

- ➔ *Le décret 2013-915 du 11 octobre 2013 actualise la liste des travaux interdits ou réglementés pour les jeunes travailleurs et les jeunes en formation professionnelle âgés d'au moins quinze ans et de moins de dix-huit ans ;*
- ➔ *Comme précédemment, il y a des interdictions totales et des dérogations à l'interdiction ;*
- ➔ *Le texte définit également certaines conditions d'emploi des jeunes de 14 à 16 ans pendant les vacances scolaires (travaux légers) ;*

■ Interdiction totale (Sans dérogation possible) :

- ➔ *Exposition à des actes ou représentations à caractère pornographiques ou violents ;*
- ➔ *Exposition à des agents biologiques pathogènes de groupe 3 et 4 (agents provoquant des maladies graves, avec un risque possible ou élevé de propagation, avec ou sans traitement médical connu) ;*
- ➔ *Exposition à l'amiante de niveau 3 (>60 X la VLEP = Valeur Limite d'Exposition Professionnelle) ;*
- ➔ *Exposition aux rayonnements ionisants nécessitant un classement en catégorie A ;*
- ➔ *Exposition à des vibrations > aux valeurs journalières de :*
 - *2,5 m/s² pour mains bras ;*
 - *0,5 m/s² pour corps entier ;*
- ➔ *Accès sans surveillance à un lieu présentant des pièces nues sous tension (sauf en TBTS = Très Basse Tension de Sécurité) ;*
- ➔ *Travaux sous tension ;*
- ➔ *Travaux de démolition, de tranchées si risque d'effondrement et d'ensevelissement ;*
- ➔ *Conduite des quadricycles à moteur (type quad...) et tracteurs non munis de SPCR = Structure de Protection Contre le Renversement (ou présente mais dispositif rabattu), et non munis de ceinture de sécurité (ces deux dispositifs devant être présents) ;*
- ➔ *Travaux temporaires en hauteur sans présence de dispositif de protection collective ;*
- ➔ *Travaux en hauteur dans les arbres (modifiant leur structure) ;*
- ➔ *Exposition à des températures extrêmes (voir plan canicule ou plan grand froid) ;*
- ➔ *Travaux d'abattage et d'équarrissage des animaux et contact avec animaux féroces et venimeux (voir arrêté du 21 novembre 1997 modifié).*

[...]

■ Dérégulation possible pour :

- Préparation, emploi, manipulation ou exposition à des Agents Chimiques Dangereux (ACD) définis aux articles R. 4412-3 (classés, soumis à VLEP...) et R. 4412-60 du code du travail (CMR 1A, 1B), sauf ACD comburants et dangereux pour l'environnement ;
- Exposition à l'amiante de niveau 1 (inférieur à VLEP) et 2 (>VLEP et < à 60 X la VLEP) ;
- Exposition aux rayonnements ionisants requérant classement en catégorie B ;
- Exposition aux rayons optiques artificiels (rayons infrarouges, visibles, ultraviolets et lasers >VLEP) ;
- Intervention en milieu hyperbare autre que celles relevant de la classe 0 (>1200 hectopascals) ;
- Conduite d'équipements de travail mobiles automoteurs et de levage ;
- Utilisation ou entretien des machines :
 - ▶ mentionnées à l'article R.4313-78 du code du travail (annexe IV de la directive machine) quelle que soit la date de mise en service (scie à ruban, scie circulaire, machines agricoles avec arbre de transmission à cardan...) ;
 - ▶ comportant des éléments mobiles concourant au travail qui ne peuvent être rendus inaccessibles durant leur fonctionnement (moissonneuse-batteuse, scie à chaîne...) ;
- Travaux de maintenance :
 - ▶ sur machine en fonctionnement ;
 - ▶ machine à l'arrêt si possibilité de remise en marche inopinée des éléments mobiles.
- Montage/Démontage d'échafaudage ;
- Manipulation, surveillance, contrôle et intervention sur appareils à pression soumis à suivi en service ;
- Visite, entretien et nettoyage de l'intérieur des cuves, citernes, bassins et réservoirs ;
- Travaux en milieu confiné notamment dans les puits, conduites de gaz, canaux de fumée, égouts, fosses et galeries ;
- Travaux de coulée de verre ou de métaux en fusion ainsi que présence habituelle dans les locaux affectés à ces travaux.